



Service de presse  
☎ : 01 55 82 82 73  
Presse@cgt.fr

## Communiqué de la CGT

### L'ennemi de l'Etat n'est toujours pas la finance !

#### 46 jours de grèves pour les salariés de la polyclinique de l'Ormeau à Tarbes !

En cette fin d'année, l'Etat confirme une fois de plus que, développer une véritable politique de santé qui soit respectueuse, non seulement des patients, mais aussi de l'ensemble des personnels de santé ne fait pas parti de ses priorités.

Alors que les salariés de la polyclinique de l'Ormeau à Tarbes entament leur 46<sup>ème</sup> jour de grève, l'Etat avoue son impuissance à contraindre le groupe MEDIPOLE à accéder aux revendications des salariés qui demandent à être payés sur la base de grille de salaires démarrant au niveau Smic et la reconnaissance de leurs qualifications et de leur expérience.

MEDIPOLE n'est pas une TPE. C'est un groupe de plus de 9000 salariés et près de 70 établissements de santé en France, qui gagne beaucoup d'argent, grâce notamment à notre système de Sécurité sociale.

L'Etat semble avoir oublié pourtant que la Banque Publique d'Investissement (BPI) est au capital de ce groupe et que la Caisse des dépôts par le biais d'une de ses filiales, a financé l'acquisition de plusieurs cliniques à hauteur de 650 millions d'euros. Faut-il aussi rappeler à l'Etat que MEDIPOLE (clinique ormeau) a touché 1,912 millions en 3 ans au titre du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) ?

La CGT refuse que notre système de santé soit soumis aux exigences de dividendes des grands groupes financiers.

La CGT dénonce sans limite l'attitude du groupe Médipole-partenaires, propriétaire de la polyclinique qui ne poursuit qu'un objectif, mettre ses propres salariés à genoux et réaliser une fusion capitalistique afin de favoriser une cotation en bourse.

La CGT dénonce l'attitude des pouvoirs publics, du ministère de la santé et de Matignon en tête qui a n'en plus douter, ont eux, démissionné devant la finance.

Montreuil, le 23 décembre 2016